

CTRI 100 JOURS

redaction@sonapresse.com

Offensive diplomatique à succès

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

AU lendemain de la prise effective du pouvoir par le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), le chef de l'État, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a initié une tournée sous-régionale aux fins d'amener ses pairs à cerner le bien-fondé du changement de régime intervenu dans notre pays, le 30 août dernier. D'autant plus que celui-ci a été accompagné par la mise au ban du Gabon des instances sous-régionales et continentales.

Des sanctions qui, à l'analyse, se sont avérées être de "principe". Tant la liste des acteurs de la Communauté internationale clamant leur soutien et accom-



pagnement au CTRI depuis ce jour, ne cesse de s'allonger.

Pour preuve, aux côtés de la plupart des leaders de l'Afrique centrale et du continent, les États-Unis à travers leur chargée d'affaires au Gabon, Ellen

Thorburn, le Japon par le biais de son ambassadeur à Libreville, Shuji Noguchi, l'Union africaine (UA) via le Haut représentant du président de la Commission de l'UA, Mohamed Ibn Chambas, l'Organisation internationale

de la Francophonie (OIF) par la voix de sa secrétaire générale, Louise Mushikiwabo, etc., se sont élevés au-dessus de leurs condamnations initiales pour exprimer leur solidarité au peuple gabonais durant le processus en cours.

Ceci pour signifier que le périple du président de la République,

le général Brice Clotaire Oligui Nguema, dans la sous-région et ses différents plaidoyers en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement, énoncés du haut de la tribune du Sommet de Trois Bassins à Brazzaville (Congo) et tout récemment à la COP 28 à Dubaï, se sont révélés être des succès diplomatiques.

D'autant plus qu'à travers la mise sur pied des organes et la publication du projet de chronogramme de la Transition, les interrogations et autres appréhensions qu'ont pu avoir, à un moment ou à un autre, les membres de la communauté internationale à l'égard des autorités actuelles, se sont quelque peu dissipées.

Reste à espérer que cela se traduise par un retour du Gabon dans les organisations de la sous-région.

Valeurs patriotiques : un bel élan, mais...

Prissilia. M.MOUIY
Libreville/Gabon

DANS son communiqué N° 019 du 25 octobre 2023, le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) a décidé du retour, sur toute l'étendue du territoire national, de la levée du drapeau et de l'exécution de l'hymne national dans tous les établissements scolaires et les administrations publiques. Cette mesure effective d'abord à Libreville puis dans le reste du pays illustre parfaitement la volonté des nouvelles autorités gabonaises d'inculquer aux Gabonais les valeurs républicaines, fondement de leur identité.

L'hymne national, La Concorde, le drapeau et les autres symboles de la République bien qu'enseignés dans les écoles à travers les programmes d'éducation civique, étaient purement théoriques. L'avènement du CTRI permet de cultiver désormais l'esprit pratique et le respect de ces symboles. Le ton a été certes donné par les plus hautes autorités, il ne reste plus à la population que de suivre la cadence. Chanter l'hymne national dans les administrations ne doit pas être qu'un simple geste. Chaque



La levée des couleurs suivie de l'exécution de l'hymne national dans un établissement secondaire de Libreville.

Gabonais doit intégrer ce que cela implique, mais surtout la vision du président de la Transition Brice Clotaire Oligui Nguema. À savoir l'appropriation des qualités morales, les devoirs civiques considérés comme nécessaires à la bonne marche de la cité et du vivre-ensemble.

En clair, il s'agit ici de l'éducation à la citoyenneté, cette aptitude à reconnaître les valeurs éthiques requises pour la vie en communauté. C'est une nécessité, on dira même un impératif pour les Gabonais, au vu des dérives observées dans l'administration,

par exemple, où certains agents publics monnaient même des services censés être gratuits. Est-ce un comportement patriotique ? Des policiers qui se livrent au racket et la corruption, entre autres, qui bat son plein dans notre société. Est-ce patriotique ? À côté de la levée des couleurs, il y a lieu de trouver des mécanismes de correction de ces anti-valeurs républicaines ayant fait leur nid dans notre société. En cela, la communication, l'éducation de masse et la formation civique peuvent être d'un apport considérable.

Délégations spéciales : à quand la suite ?

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

PARMI les actions du Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI), en 100 jours, figure la mise en place des Délégations spéciales dans les communes de Libreville et d'Owendo. La gestion des deux conseils locaux a été confiée à deux militaires. Le conseil municipal de Libreville échoit au général de brigade Judes Ibrahim Rapontchombo, et le général de division Arnaud Sandry Nombo est dorénavant le premier citoyen d'Owendo.

Si le choix des personnes citées ci-dessus relève du pouvoir discrétionnaire du président de la Transition, il est clair que le général de brigade Brice Clotaire Oligui Nguema compte débusquer toutes les tentacules qu'ont étendues à travers le pays des "prédateurs économiques" de la République, trivialement appelés "Young Team".

Petit bémol, les deux promus avaient jusque, il y a quelques jours, une marge de manœuvre, pour ainsi dire, réduite. Pour

pallier les limites de la loi organique n° 001/2014 du 15 juin 2015, les nouvelles autorités ont récemment publié le communiqué 031. Objectif : renforcer les compétences des Délégations spéciales. Grosso modo, lesdites Délégations spéciales vont s'achever à la fin de la Transition. Dans la même foulée, elles ont dorénavant de nouvelles prérogatives, notamment le vote du budget municipal et l'approbation du compte administratif. Enfin, la gestion du personnel et le pouvoir de procéder au remplacement des membres du conseil municipal.

Des compétences renforcées qui permettront aux envoyés spéciaux du CTRI dans lesdits conseils d'effectuer sereinement la mission qui leur a été confiée, à savoir nettoyer les écuries d'Augias et, par la même occasion, redresser ces conseils locaux. Des nominations laissant néanmoins l'opinion publique sur sa faim. Quid des autres conseils municipaux ? Les magouilles décriées par les usagers ont-elles uniquement cours à Libreville et Owendo ?